

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

| DESTINATIONS | ABONNEMENTS | | | NUMERO |
|---------------------------|-----------------------------|--------|--------|-----------|
| | 1 AN | 6 MOIS | 3 MOIS | |
| REPUBLIQUE DU CONGO | 24.000 | 12.000 | 6.000 | 500 F CFA |
| | Voie aérienne exclusivement | | | |
| ETRANGER | 38.400 | 19.200 | 9.600 | 800 F CFA |

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

- ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- 16 nov. Arrêté n° 16157 portant organisation du concours du franchissement au titre de l'année 2013..... 987

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

- 14 nov. Arrêté n° 15604 portant cessibilité d'une parcelle de terrain non bâtie, cadastrée: section J, bloc/lot 15-16, parcelle 68 du plan cadastral de la ville de Brazzaville, objet du titre foncier 1065..... 988

- 16 nov. Arrêté n° 15865 déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux de montage d'une fonderie couplée à laminoir pour produire

des barres de fer et autres produits dérivés pour la société FONDECO à Mayoko, département du Niari..... 988

- 16 nov. Arrêté n° 15866 portant cessibilité de certaines propriétés immobilières couvertes par le permis dit « Permis Mengo », à Mengo dans le département du Kouilou..... 989

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Nomination..... 991
- Cassation d'un officier..... 992

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

- Associations..... 992

PARTIE OFFICIELLE

- ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté n° 16157 du 20 novembre 2012 portant organisation du concours du franchissement au titre de l'année 2013

Le ministre à la Présidence chargé de la défense nationale,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 4 - 2001 du 5 février 2001 portant statut général des militaires et des gendarmes ;

Vu la loi n° 13-2007 du 25 juillet 2007 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 4-2001 du 5 février 2001 portant statut général des militaires et des gendarmes ;

Vu le décret n° 2001 - 198 du 11 avril 2001 portant attributions et organisation du ministère de la défense nationale ;

Vu le décret n° 2002 - 11 du 3 janvier 2002 portant attributions et organisation de la direction générale des ressources humaines ;

Vu le décret n° 2005-73 du 28 janvier 2005 portant avancement dans les forces armées congolaises et la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2010-689 modifiant et complétant le décret n° 2005-73 du 28 janvier 2005 portant avancement dans les forces armées congolaises et la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2009-398 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre à la Présidence chargé de la défense nationale ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1045 du 12 octobre 2012 portant organisation des intérimaires des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 11704 du 20 septembre 2012 fixant les modalités d'avancement dans les forces armées congolaises et la gendarmerie nationale au titre de l'année 2013.

Arrête :

CHAPITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article premier : Il est ouvert un concours portant sur le franchissement de catégorie de sous-officier à officier de quatre-vingt-dix (90) élèves officiers d'active, réservé exclusivement aux sous-officiers supérieurs du grade d'adjudant-chef ou maître principal.

Le concours a lieu le 9 décembre 2012 dans les centres retenus à cet effet.

CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'INSCRIPTION

Article 2 : Les candidats doivent compléter au dossier d'avancement les pièces suivantes :

- l'attestation de présence au corps avec photo ;
- la note de désignation pour la participation au concours, du chef d'état-major général pour les forces armées congolaises, du commandant de la gendarmerie pour la gendarmerie nationale, du chef de la maison militaire pour la maison militaire, du directeur général de l'administration, des finances et de l'équipement pour la police nationale, du directeur de cabinet du ministre à la Présidence de la République chargé de la défense nationale pour les structures rattachées au ministère de la défense nationale et du directeur général des ressources humaines pour le contrôle spécial.

Article 3 : Les pièces à compléter doivent parvenir par voie hiérarchique au directeur général des ressources humaines le 30 novembre 2012 délai de rigueur.

Article 4 : Le directeur général des ressources humaines arrête la liste définitive des candidats au concours. Seuls les candidats remplissant les conditions fixées par les articles 2 et 3 susmentionnés sont retenus.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION

Article 5 : L'organisation et le déroulement de toutes les activités relatives au concours sont de la responsabilité du directeur général des ressources humaines.

Article 6 : Le déroulement du concours est assuré par une commission centrale composée de la manière suivante :

- président : directeur de la formation de la direction générale des ressources humaines ;
- 1^{er} vice-président : directeur des personnels de la direction générale des ressources humaines ;
- 2^e vice-président : directeur des ressources humaines de la direction générale de l'administration, des finances et de l'équipement ;

membres :

- directeur de l'organisation et des ressources humaines de l'état-major général ;
- directeur du personnel et de la formation de la gendarmerie nationale ;
- directeur de la formation de la direction générale de l'administration, des finances et de l'équipement ;
- directeur des ressources humaines de la maison militaire ;
- chef de division de la sécurité militaire de la direction générale des ressources humaines ;

secrétariat :

- chef de secrétariat : chef de division formation de la direction de la formation de la direction

- générale des ressources humaines ;
 - adjoint : chef de division chancellerie et discipline de la direction des personnels de la direction générale des ressources humaines ;
 - quatre (4) membres.

Article 7 : Une note de service du directeur général des ressources humaines met en place, dans chaque centre d'examen, une commission locale de supervision présidée par le délégué de la commission centrale.

Article 8 : Les sujets des épreuves, français et culture générale, sont acheminés au centre d'examen par les délégués de la commission centrale. Les membres de la commission locale de supervision constatent l'intégrité des scellés avant le début de chaque épreuve.

Article 9 : Les épreuves ont lieu dans les différents centres retenus par la commission centrale.

Article 10 : L'accès dans les salles d'examen se fait sur présentation de la carte d'identité et de l'attestation de présence au corps avec photo en tenue.

Article 11 : La commission locale de supervision fait parvenir à la direction générale des ressources humaines, sous pli fermé, les procès-verbaux et les plis scellés contenant les copies des candidats dès la fin du concours.

Article 12 : Une note de service du directeur général des ressources humaines établit la liste des candidats admis selon les quotas ci-après :

- ministère de la défense nationale : 60 admis ;
- ministère de l'intérieur et de la décentralisation : 30 admis.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 13 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 20 novembre 2012

Pour le ministre à la Présidence de la République chargé de la défense nationale,

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

Arrêté n° 15604 du 14 novembre 2012 portant cessibilité d'une parcelle de terrain non bâtie, cadastrée : section J, bloc / lot 15-16, parcelle 68 du plan cadastral de la ville de Brazzaville, objet du titre foncier 1065.

Le ministre des affaires foncières
et du domaine public,

Vu la Constitution ;
 Vu la loi n° 021-88 du 17 septembre 1988 sur l'aménagement et l'urbanisme ;
 Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et foncier ;

Vu la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 2010-122 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 9535 du 14 août 2012 déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux de construction de l'ambassade de la République Populaire de Chine en République du Congo.

Arrête :

Article premier : Est déclarée cessible, la parcelle de terrain non bâtie, cadastrée section J, bloc / lot 15-16, parcelle 68 du plan cadastral de la ville de Brazzaville, objet du titre foncier 1065.

Article 2 : La propriété immobilière et les droits réels qui s'y grevent, visés à l'article premier du présent arrêté, sont constitués d'une (1) parcelle de terrain non bâtie, d'une superficie de 2458,54 m², située sur l'avenue Lyautey, arrondissement 3, Poto-Poto, Brazzaville, département de Brazzaville, appartenant à M. **KOUNKOU LOUYA (Guillaume Joseph)**.

Article 3 : La propriété visée à l'article 2 du présent arrêté fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et sera incorporée au domaine de l'ambassade de la République Populaire de Chine en République du Congo..

Article 4 : M. **KOUNKOU LOUYA (Guillaume Joseph)** bénéficiera d'une juste indemnité compensatrice.

Article 5 : Les conventions passées postérieurement à la date du présent arrêté entre le propriétaire et les acquéreurs éventuels, n'affectent pas la présente procédure d'expropriation.

Article 6 : Le présent arrêté sera transcrit dans les registres de la conservation des hypothèques et de la propriété foncière, et notifié à l'exproprié et aux titulaires éventuels des droits réels ou à leurs représentants légaux ou dûment mandatés.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 14 novembre 2012

Pierre MABIALA

Arrêté n° 15865 du 16 novembre 2012 déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux de montage d'une fonderie couplée à laminoir pour produire des barres de fer et autres produits dérivés pour la société FONDECO à Mayoko, département du Niari.

Le ministre des affaires foncières
et du domaine public,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;
 Vu la loi n° 010-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et fonciers ;
 Vu la loi n° 011-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 Vu le décret n° 2010-122 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public ;
 Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

Arrête :

Article premier : Sont déclarés d'utilité publique, l'acquisition foncière et les travaux de montage d'une fonderie couplée à laminoir pour produire des barres de fer et autres produits dérivés pour la société FONDECO à Mayoko, département du Niari.

Article 2 : La propriété immobilière et les droits réels qui s'y grevent, visés à l'article premier du présent arrêté, sont constitués par les parcelles de terrain bâties et non bâties réparties en trois sites couvrant respectivement les superficies suivantes : 24 ha 95 a 75 ca, 14 ha 21 a 24 ca et 3 ha 28 a 03 ca soit une superficie totale de 42 ha 45 a 02 ca.

Article 3 : Les propriétés visées à l'article 2 du présent arrêté feront l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Elles seront incorporées au domaine de l'Etat.

Article 4 : La présente déclaration d'utilité publique est valable pour une durée de deux ans et l'expropriation doit se réaliser au plus tard dans un délai de douze mois.

Article 5 : Les expropriés percevront une indemnité juste et préalable.

Article 6 : La présente déclaration d'utilité publique emporte réquisition d'emprise totale des surfaces visées par l'expropriation.

Article 7 : La saisine éventuelle du juge par les expropriés n'a pas d'effet suspensif sur la procédure d'expropriation.

Article 8 : Le présent arrêté, sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 16 novembre 2012

Pierre MABIALA

Arrêté n° 15866 du 16 novembre 2012 portant cessibilité de certaines propriétés immobilières couvertes par le permis dit « Permis Mengo », à Mengo dans le département du Kouilou.

Le ministre des affaires foncières
et du domaine public,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-88 du 17 septembre 1988 sur l'aménagement et l'urbanisme ;
 Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;
 Vu la loi n° 010-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et fonciers ;
 Vu la loi n° 011-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 Vu le décret n° 2010-122 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public ;
 Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;
 Vu l'arrêté n° 7069 du 24 septembre 2010 déclarant d'utilité publique l'acquisition foncière et les travaux d'aménagement de la zone située dans le périmètre d'exploitation du permis dit « Permis Mengo » dans le département du Kouilou ;
 Vu l'intérêt général.

Arrête :

Article premier : Sont déclarées cessibles, certaines propriétés immobilières couvertes par le permis dit Mengo, à Mengo, dans le département du Kouilou.

Article 2 : Les propriétés immobilières et les droits réels qui s'y grevent, visés à l'article premier du présent arrêté, sont constitués de certaines parcelles de terrain non bâties.

Article 3 : Les personnes dont les noms et prénoms suivent percevront une indemnité juste et préalable :

Village NSINGA

- 1 **TCHIMBAKALA Félicien**
- 2 **GOUSSEINE Abel Aime Gustave**
- 3 **KIMFOKO Marie**
- 4 **LOEMBA TCHICAYA Jérôme**
- 5 **KAMBISSI Emillienne**
- 6 **TCHIBINDA MAVOUNGOU**
- 7 **MAVOUNGOU Omer**
- 8 **MAVOUNGOU TCHICAYA Alphonse**
- 9 **POATY Aloise**
- 10 **PAMBOU née MAMBOU Marie C.**
- 11 **MAKOYO Albert**
- 12 **MBATCHI Emile**
- 13 **NKOUBA BASSINGA Jean Claude**
- 14 **MAMBOU Jean Pierre**
- 15 **LOEMBA MAKAYA François Fortuné**
- 16 **NGOUOLALI Victor**
- 17 **MAVOUNGOU DJIMBI Nestor**
- 18 **NGOMA BATCHI René**
- 19 **LASCONY Marie Dieudonné H.**
- 20 **MAVOUNGOU Omer**

Village WOLO

- 21 **TCHITOUA MAVOUNGOU Augustine**
- 22 **BATCHI MOUISSOU Joséphine Christie**
- 23 **GOMA GOMA Séraphin**
- 24 **KINKO Bernard**
- 25 **MOUKANSA Julien**

- 26 **IPOLO Gisèle**
- 27 **LOEMBA Franck Mercie**
- 28 **VOUMBI Julienne**
- 29 **TCHILOEMBA PANGOU Gilles Sévérin**
- 30 **NSAYI Jean Claude**
- 31 **MABIKA Bertin**
- 32 **LOEMBA Pierre**
- 33 **KOMBO Joseph**
- 34 **MBOUMBA Hélène**
- 35 **MAKOSSO Célestin**
- 36 **NGOMA Alexandre**

Village BOUTOTO

- 37 **MAPAKOU François**
- 38 **MOUNTOU MABIALA Léandre Brice**
- 39 **NOMBO Madeleine**
- 40 **MAVOUNGOU Brigitte Ida**
- 41 **LOEMBA TCHICAYA Jérôme**
- 42 **MAVOUNGOU Charles Gilbert**
- 43 **TCHILOEMBA Ignace**
- 44 **MAKOSSO MESSO Denis**
- 45 **LOEMBA MAKAYA François Fortuné**
- 46 **MIATSIANTIMA Salomon**
- 47 **BABATIKIDI Béatrice**
- 48 **LOEMBA Jean Félix**
- 49 **TCHIZINGA MABIALA Marcel Destin**

Village MENG0 1

- 50 **BAKALA Simon**
 - 51 **MADINGOU Jean Louis**
 - 52 **MADINGOU Christian**
- Village NGONDJI

- 53 **LOUMBOU Marie Françoise**
- 54 **LOEMBE Prosper Edgard**
- 55 **TCHIMBAKALA Jean Julien**
- 56 **NOMBO Marie Christine**
- 57 **MASSOUSSA Bernard**
- 58 **BOUESSO Germaine**
- 59 **GNITOU Emilienne**
- 60 **NDOUKOU Maurice**
- 61 **GNITOU Jeanne**
- 62 **LOEMBE SELO Cécile Michelle**
- 63 **TSATY Ivernel Emar Gislain**
- 64 **KALY Bruhce Basile**
- 65 **MALONDA Célestine**
- 66 **LEPENDA Eustache**
- 67 **PAMBOU Georges Anicet**
- 68 **TCHICAYA Kévin Habib**
- 69 **NGONDI Ferdinand**
- 70 **KIDI Jean Jacques**
- 71 **MPAKA Joseph Barthele Hubert**
- 72 **NZAOU PALANGA Gorga Niandai L.**
- 73 **FOUTI Aymar Arnaud**
- 74 **PAKA Paul Every Brice**
- 75 **BATCHI Ulriche Brunel Wenceslas**
- 76 **FOUTI Lionnel Freddy Even**
- 77 **SAKALA Nina Chrise Chardin**
- 78 **GNITOU LOEMBET N'gaël W.**
- 79 **TCHICAYA José**
- 80 **GNITOU BAYONNE Luc Ismaël**
- 81 **TCHITEMBO BATCHI Donatien**
- 82 **TCHITEMBO Jacques**

- 83 **BATCHI Noel**
- 84 **BOUANDI NGO Dimitri Evrard**
- 85 **MAKOSSO Brice Tristan**
- 86 **GNITOU Justin**
- 87 **MAVOUNGOU Jean Paulin**
- 88 **MASSOUEMA Christele**
- 89 **TCHISSAMBOU LOEMBA Auguste**
- 90 **TCHISSAMBOU LOEMBA Gilles Crepin**
- 91 **TCHISSAMBOU LOEMBA Auguste**
- 92 **MOUYONDZO Maurice**
- 93 **PAMBOU TCHIBOUANGA Perpétue Edwige**
- 94 **LOEMBA MAFOUKA Colette**
- 95 **PAMBOU SAFOU Espérance Prisca**
- 96 **PAMBOU Christian**
- 97 **MAKAYA Gwladys Aurelie**

Village MENG0 2

- 98 **ENTREPRISE GEO-SAT**
- 99 **LOUFOUMA BIKOUKOU Dominique**
- 100 **NGOUALA Jean Roland**
- 101 **LOEMBA TCHISSAMBOU Giscard**
- 102 **BINTSANGOU Virginie Flore**
- 103 **ATCHINGOULOU Maldar Bourgeois**
- 104 **ABERE Grégoire**
- 105 **DIAMI Béatrice**
- 106 **BATSINDA Lovely Neoly**
- 107 **BAVOUIDIBIO Claudel**
- 108 **EPIMA Marthe**
- 109 **KAMBISSI Marie Paule**
- 110 **BIKOUNGA Davy Christh Diele**
- 111 **MAVOUNGOU Paulin**
- 112 **BOUITI Roger**
- 113 **TCHIBASSA Angélique**
- 114 **POATI Brice Armel**
- 115 **PAKA MAKOSSO Prince Gildas**
- 116 **MPAKOU NZIMBOU Irma Théodéline**
- 117 **ETOU Vel MBAN - IMBA Audrey**
- 118 **YOUYA LOMO Aristide Chastel Edith**
- 119 **DIBATA Jean Patrick**
- 120 **POBA Joseph**
- 121 **GOURA Viviane**
- 122 **MALOUMBI Nadine Juliette**
- 123 **Mme GOMA TCHIBINDA Marcelline Yvonne**
- 124 **M' BANDZA LOUKOULA Ida Josiane**
- 125 **TCHITEMBO Nadège Michelle E.**
- 126 **GOMA Célestin**
- 127 **KIBOUANGA Jean Claude**
- 128 **KIBOUANGA Augustine**
- 129 **OKOUERE Alphonse**
- 130 **DIEBDIA KINGOUARI Blanche V.**
- 131 **DJIMBI POATY Lydevert**
- 132 **MAVOUNGOU Aris Chléol**
- 133 **KOUBEMBA Sydney Steve Eymeric**
- 134 **KIBOUANGA Jean Claude**
- 135 **MIKAMOU Jean**
- 136 **MAKOUGNI Hyacinthe**
- 137 **FOUTY Genevieve**
- 138 **Mme BIKA née MALOUMBI Rita Marceline**
- 139 **MADEKA Jean Crepin**
- 140 **NGOMA Brigitte**
- 141 **Mme BATCHI née BIKOUNGA Justine**
- 142 **NGOMA Jean Baptiste**
- 143 **PAMBOU PEMBA Prudence**
- 144 **NGOMA Pierre**

145 **TCHISSAMBOU Nazaire**
 146 **TCHIKAYA LOUANGOU François**
 147 **KOUBALI Urbain Paul**
 148 **TATI POUÉBA Solange**
 149 **MAKAYA NGOUMA Rossyl**
 150 **TAMBA Guy Grégoire**
 151 **NIANGUI Lidine**
 152 **BOUANDJI BAKI Lausère Valentine**
 153 **LONZOLO Eulodie Lore**
 154 Mme **GOMA TCHIBINDA Marcelline Yvonne**
 155 **MAVOUNGOU Hugues Garcia**
 156 **BAMBA Iloveine Solham**
 157 **TCHICAYA Jannick Dominique**
 158 **MAKAYA Blanchard**
 159 **MAVOUNGOU Taraise Luce Karrel**
 160 **NOMBO Madeleine**
 161 **MBIKOU Germaine**
 162 **NZINGA Elisabeth**
 163 **NTOULA Cécile**
 164 **NGANGA Joséphine**
 165 **MALALOU Jean Pierre**
 166 **MADINGOU Amon Antoine**
 167 **MILANDOU Michel**
 168 **NZAOU BALOU**
 169 **PAKA MAKOSSO Prince Gildas**
 170 **BOUSSY Eugénie**
 171 **BAMBA Abraham**
 172 **KOUBALI-N'ZALA Annicet William**
 173 **NGANGA BANSIMBA Sarturnin W.**
 174 Mme **NYONGO née PAMBOU MBOUMBA Philomène**
 175 **MAVOUNGOU Zéphirin**
 176 **KANGA NGALA Prisca**
 177 **DJIMBI TCHITEMBO Denis**
 178 **MAVOUNGOU BOUSSITA Jeanne**
 179 **TCHILOUMBOU Mélanie**
 180 **NGOMA DIANGOU Solange Gisèle**
 181 **GOMA Sylvie Rosine**
 182 **BAMBA TCHICAYA Henriette**
 183 **TCHIBOUANGA Pélagie**
 184 **MAKOSSO MBOUMBA Raissa**
 185 **BAMBA TCHISSOUNDA Emilienne O**
 186 **TATI POUÉBA née BILENDO C.**
 187 **MANGOFO Christophe Jean Antoine**
 188 **MAVOUNGOU Gustave**
 189 **BOKOWOBO Antoinette**
 190 **MAVOUNGOU Just Sévère**
 191 **KOUKABA Honorine**
 192 **MAVOUNGOU Thomas**
 193 **MAKAYA Francine Geneviève**
 194 **NDINGA MABOULOU née MOUILA Justine**
 195 **ABDOULAYE TALL Ibrahim**
 196 **NGOMA BAMBA Roland Prince Bertrand**
 197 **PACKA MAKOSSO Léopold**
 198 **NDINGA MABOULOU née MOUILA Justine**
 199 **NDINGA MABOULOU née MOUILA Justine**
 200 **BIKA née MALOUMBI Rita Marceline**
 201 **MABIALA Jean Paul**
 202 **NTSIKA YOKA Bernard**
 203 **MAVOUNGOU Aris Chléol**
 204 **MAKONDI Germaine**
 205 **MASSENGO Gaspard**
 206 Mme **MAKAYA née MALONDA T.**

207 **BANDJAMA Jean**
 208 **NDIMINA Béranger Presley**
 209 **LOEMBA TCHISSAMBOU Giscard**
 210 **SITOU NOMBO Arnaud**
 211 **MANIONGO Antoine**
 212 **BOUITY TCHICAYA Prosper**
 213 **MILANDOU TSONGO Jean Pierre D**
 214 **GOMA Célestin**
 215 **POATI Brice Armel**
 216 **MIKAMOU Jean**
 217 **MADEKA Estel Eric**
 218 Mme **TCHICAYA née SOUNGOU Béatrice**
 219 **LANY Mesmy Anouck**
 220 **BAMBA MAVOUNGOU Adrien**
 221 **TCHIKAYA LOUANGOU François**

Article 4 : Les propriétés visées à l'article 2 du présent arrêté font l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et sont incorporées dans le domaine de l'Etat.

Article 5 : Les conventions passées postérieurement à la date du présent arrêté entre les propriétaires et les acquéreurs éventuels n'affectent pas la présente procédure d'expropriation.

Article 6 : Le présent arrêté sera transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques et de la propriété foncière, et notifié aux différents expropriés, à leurs représentants légaux ou dûment mandatés.

Article 7 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 16 novembre 2012

Pierre MABIALA

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

NOMINATION

Arrêté n° 15608 du 14 novembre 2012. Le lieutenant-colonel **DIANGOMA LOKO (Jean Claude)** est nommé chef des opérations de la base aérienne 01/20.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 15867 du 14 novembre 2012. Le capitaine **NGAKALA (Hurluch Glenn Gabin)** est nommé chef de service des relations publiques et de la communication de l'école nationale de génie travaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

CASSATION D'UN OFFICIER

Arrêté n° 15609 du 14 novembre 2012. Le sous-lieutenant **NYOUNA-MBEMBA (Fidèle Serge Gavaye)**, de la gendarmerie nationale, précédemment en service à la direction de l'instruction civique de la direction générale des ressources humaines, est cassé de son grade de sous-lieutenant et remis soldat de deuxième classe pour «faute contre le renom de l'armée».

Le chef d'état-major général des forces armées congolaises, le commandant de la gendarmerie nationale et le directeur général de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté .

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

ASSOCIATIONS

Création

Département de Brazzaville

Année 2012

Récépissé n° 425 du 28 septembre 2012. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**ASSOCIATION MANTSIEME ANCERE V12**", en sigle "**A.M.A**". Association à caractère social. *Objet* : consolider les liens de fraternité et de solidarité entre les membres; assister moralement et financièrement tous les membres ; contribuer aux actions de développement du district de Lékana. *Siège social* : 56, rue 18 mars, Talangai, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 12 avril 2012.

Récépissé n° 471 du 8 novembre 2012. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**MISSION EVANGELIQUE EXODE**", en sigle "**M.E.E.**". Association à caractère culturel. *Objet* : proclamer l'évangile de Jésus Christ pour le salut des âmes ; enseigner la parole de Dieu telle qu'annoncer par les apôtres. *Siège social* : 40, rue Bankoua, Moukondo, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 16 octobre 2012.

Récépissé n° 475 du 15 novembre 2012. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**EGLISE NGUNZA AU CONGO**", en sigle "**E.N.C.**". Association à caractère religieux. *Objet* : prêcher le salut des hommes par les anciens prophètes, les grands sages spirituels du Congo et Jésus Christ ; unifier le système ngunza au Congo en une seule religion et promouvoir un développement spirituel à tous. *Siège social* : quartier Mpaka 120, Ngoyo, Pointe-Noire. *Date de la déclaration* : 13 août 2012.

Année 2011

Récépissé n° 154 du 11 avril 2011. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**MUTUELLE GOLDEN SANTE**". Association à caractère social. *Objet* : contribuer à la distribution des équipements médicaux et des produits pharmaceutiques aux populations démunies ; promouvoir le développement des activités génératrices de revenus en vue de lutter contre la pauvreté et le chômage en milieu des jeunes. *Siège social* : 105, avenue boulevard Denis SASSOU-N'GUESSO, centre-ville, Poto-Poto, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 21 février 2011.

Année 2009

Récépissé n° 478 du 15 décembre 2009. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**GROUPE DE PRIERE BIMANGU**", en sigle "**G.P.B.**". Association à caractère spirituel. *Objet* : promouvoir une participation plus active du peuple chrétien à toutes les cérémonies du culte liturgique et travailler à christianiser les coutumes familiales et sociales à l'aide de la prière, louange, adoration et action de grâce. *Siège social* : 58, rue Tchitondi, Talangai, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 18 mai 2001.

Imprimé dans les ateliers
de l'Imprimerie du Journal Officiel
B.P.: 2087 Brazzaville

